

See discussions, stats, and author profiles for this publication at: <https://www.researchgate.net/publication/289860408>

# The non-adherence of farmers in the Sertão to the conversion of their agricultural model

Article in *Etudes rurales* · January 2014

CITATIONS

0

READS

21

2 authors:



[Anne-Laure Collard](#)

National Research Institute of Science and Technology for Environment and Agric...

7 PUBLICATIONS 7 CITATIONS

[SEE PROFILE](#)



[Julien Daniel Pierre Burte](#)

Cirad - La recherche agronomique pour le développement

35 PUBLICATIONS 87 CITATIONS

[SEE PROFILE](#)

Some of the authors of this publication are also working on these related projects:



Irrigated Systems in the Maghreb (SIRMA) [View project](#)



Dynamiques socio-hydrologiques en Méditerranée [View project](#)

# LA NON-ADHÉSION DES AGRICULTEURS DU SERTÃO BRÉSILIEN À LA CONVERSION DE LEUR MODÈLE AGRICOLE

Anne-Laure Collard et Julien Burte

Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2014/2 - n° 194  
pages 219 à 238

ISSN 0014-2182  
ISBN 9782713224355

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-etudes-rurales-2014-2-page-219.htm>

Pour citer cet article :

Collard Anne-Laure et Burte Julien, « La non-adhésion des agriculteurs du Sertão brésilien à la conversion de leur modèle agricole »,  
*Études rurales*, 2014/2 n° 194, p. 219-238.

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# LA NON-ADHÉSION DES AGRICULTEURS DU SERTÃO BRÉSILIEN À LA CONVERSION DE LEUR MODÈLE AGRICOLE

Anne-Laure Collard et Julien Burte

**A**U BRÉSIL, LA RECONNAISSANCE, par les institutions d'État, des pratiques agricoles familiales est récente. Elle résulte d'une crise de l'agriculture productiviste [Duarte et Zanoni 2001]. À la suite de l'intensification des pratiques dans les années 1950, le gouvernement opte pour une politique de révolution verte, productiviste et modernisée. Dans la région du Nordeste, la plus pauvre du pays <sup>1</sup>, cette modernisation de l'agriculture est partielle en ce qu'elle exclut la plupart des petits producteurs. Les subventions bénéficient avant tout aux entreprises rurales [Alves, Contini et Hainzelin 2005].

Ce n'est que dans les années 1990 que les mouvements sociaux, essentiellement des syndicats soutenus par l'Église, s'emparent de l'expression « agriculture familiale » pour résister à l'ouverture des marchés, à l'absence de crédit et à la chute des prix des produits d'exportation [Schneider 2003]. En 1998, le gouvernement Cardoso légitime cette expression en adoptant une politique agricole duale : d'un côté, le Ministère du développement agraire (MDA) promeut le modèle de l'agriculture familiale ; de l'autre, le Ministère de

l'agriculture (MA) soutient le développement d'une agriculture intégrée au marché, intensive et compétitive : le modèle de l'agrobusiness [Tonneau, Aquino et Teixeira 2005]. Les débats ayant trait à cette politique agricole s'articulent souvent autour de cette opposition entre ces deux modèles d'agriculture : l'un, productif ; l'autre, « en retard ».

Le caractère productif de l'agriculture familiale n'est plus à démontrer <sup>2</sup>. Le débat se situe à un autre niveau : au niveau de la cohérence des logiques qui orientent l'action du MDA [Sabourin 2007] et au niveau de la coexistence et de l'articulation des différents modèles que soutient ce Ministère. En effet, il ne s'agit pas de trouver une solution unique et restreinte à « un problème rural » mais de penser des solutions adaptées à une problématique sociale d'inégalités et de pauvreté [Zanoni et Lamarche eds. 2001].

Aujourd'hui, les politiques publiques s'attachent à respecter la diversité des réalités agricoles en élaborant divers outils tels que l'assurance récolte et le microcrédit, et ce dans le cadre du programme d'appui à l'agriculture familiale (PRONAF <sup>3</sup>) [Tonneau et Sabourin

1. Environ 77 % des communes de la région ont un indice de pauvreté supérieur à 50 % (données IBGE, 2003).

2. Au Brésil, l'agriculture familiale concerne 75 % de la population active agricole. Elle contribue pour 38 % à la production nationale alors qu'elle n'occupe que 30 % des terres agricoles (données IBGE 1996 ; données FAO-Incra 2000, citées par É. Sabourin [2007]).

3. Plusieurs types de PRONAF existent : PRONAF « Agroécologie », PRONAF « Femme », PRONAF « Semi-aride », etc.

2009]. Néanmoins, malgré ces efforts, l'implantation et l'articulation des différents programmes, sous la tutelle d'institutions variées, s'avèrent complexes.

Cet article s'inscrit dans les réflexions en cours sur le modèle agricole à adopter pour soutenir l'agriculture familiale, sans chercher à en définir un qui serait adéquat. Le travail a été mené dans le contexte semi-aride du Sertão brésilien.

### **La politique agricole duale au Brésil. Le cas du Sertão**

#### **UN MODÈLE AGRICOLE EN CRISE**

Le Sertão se prête particulièrement bien à une réflexion sur le modèle agricole à adopter car, dans cette région, le monde rural et agricole est en crise. L'agriculture familiale y prédomine à travers l'élevage extensif et les cultures pluviales [Tonneau, Sidersky, Eloy et Sabourin 2010].

Bien que des mesures de soutien aient été prises dans les années 1990, comme l'assurance en cas de perte des récoltes ou l'aide à la production familiale, la question des contraintes locales n'est pas posée, ce qui freine l'efficacité des initiatives. Il en va ainsi de l'absence de marché pour l'agriculture familiale [Turpin 2009] et du manque d'institutions de vulgarisation efficaces.

Or, dans le Sertão, le soutien à l'agriculture familiale est particulièrement complexe en raison des inégalités foncières, du clientélisme et de la forte variabilité spatio-temporelle des précipitations. De plus, à la suite du morcellement des parcelles consécutif aux héritages, les agriculteurs ont abandonné la pratique de la jachère [Tonneau et

Sabourin 2009], ce qui a entraîné un accroissement de l'érosion, une dégradation des sols et une perte quasi totale de biodiversité [Tonneau, Piroux et Coudel 2009]. En outre, depuis une dizaine d'années, l'utilisation des produits phytosanitaires est en constante augmentation : en cinq ans, leur usage a été multiplié par dix dans l'État du Ceará [Gama, Oliveira et Cavalcante 2013]. Les conséquences sur l'environnement et la santé publique sont loin d'être anodines [de Castro, Ferreira et Mattos 2011]. L'utilisation excessive de ces produits illustre les difficultés que rencontre le Sertão à conduire l'entrée dans la modernité de son agriculture familiale.

C'est pourquoi on se propose d'analyser la mise en place, dans cette région, de deux projets porteurs de deux modèles agricoles différents : l'un, d'agroécologie ; l'autre, d'agriculture raisonnée. Ces projets se veulent plus durables que les modes de production actuels et se fondent en particulier sur l'idée de limiter l'usage des pesticides.

Selon Georges Balandier [1971], le changement social résulte des dynamiques internes et externes agissant réciproquement dans des sociétés considérées comme capables de se restructurer elles-mêmes. L'innovation, technique ou sociale, a été, pendant longtemps, interprétée comme le signal de l'entrée dans la modernité des sociétés dites « traditionnelles » ou « rurales » [Pinton 2009]. Aujourd'hui, la dichotomie tradition/modernité est dépassée. Il est admis que les systèmes traditionnels ont une capacité de changement, sans omettre toutefois leur continuité [Dupré 1991]. On considère que les outils de l'action publique matérialisent l'action gouvernementale [Lascoumes

et Le Galès 2004] et participent à la dynamique de changement social. C'est pourquoi, dans cet article, on cherchera à identifier les modes d'adhésion des agriculteurs aux outils associés aux projets de modernisation de l'agriculture familiale, qu'ils s'expriment par le rejet, l'adoption ou le dévoiement. On considère ainsi les agriculteurs comme capables de remodeler, de rejeter et/ou de s'appropriier ces outils.

#### CAS D'ÉTUDE : NEUF COMMUNAUTÉS DU SERTÃO SEMI-ARIDE

L'échelle particulièrement pertinente pour étudier l'impact des projets de développement agricole est celle de la communauté. En effet, si le municipe correspond au plus petit échelon administratif au Brésil, les communautés en constituent le niveau territorial le plus fin même si elles ne possèdent pas de statut juridique. À la fin des années 1990, les pouvoirs publics encouragent les populations rurales à se constituer en associations communautaires, conformément à la loi de 1901, pour bénéficier de projets divers : *bolsa família* (bourse familiale), retraite, projets de développement...

L'étude que nous avons réalisée porte sur un échantillon de 9 communautés rurales<sup>4</sup> du municipe<sup>5</sup> de Quixeramobim (État du Ceará). Parmi ces communautés, 6 ont bénéficié d'un projet d'agriculture raisonnée, 1 a bénéficié d'un projet d'agroécologie et 2 n'ont bénéficié d'aucun projet. Pour chaque projet, seul un certain nombre de foyers d'agriculteurs est concerné (tableau 1 p. 222). Considérant que les individus sont interdépendants, il semble pertinent d'intégrer, dans l'analyse de

l'appropriation des outils des projets agricoles, le rapport différencié des habitants d'une même communauté à l'action publique.

Le projet agroécologique est porté par les membres d'une ONG sous-traitée par les coordinateurs d'un vaste programme de réduction de la pauvreté : le programme Dom Helder Câmara. Le projet d'agriculture raisonnée est, lui, porté par des ingénieurs-techniciens qui ont signé un contrat avec les élus de la mairie, principaux financeurs du projet Pingo d'Água (« goutte d'eau »). Le point commun à ces deux projets est la réduction et le contrôle de l'utilisation des produits phytosanitaires dans une logique de durabilité environnementale. Dans l'ensemble des communautés suivies, l'usage des produits phytosanitaires est, en effet, très répandu. Le projet de l'ONG, qui avait commencé à être mis en œuvre en 2004, était toujours en cours de réalisation en 2012 lors de notre dernier séjour sur le terrain. Ce qui explique que l'on ne pourra pas inclure dans notre analyse des remarques sur les effets de ce projet, trop récent. Le projet Pingo d'Água a, lui, été mis en place entre 1998 et 2002.

Dans le recueil des données empiriques, l'approche a été essentiellement qualitative (entretiens et observation participante) et diachronique (grâce à la consultation d'archives).

4. Il existe 286 associations communautaires dans la commune de Quixeramobim. Une communauté est caractérisée par un regroupement de plusieurs noyaux familiaux (environ 50). On définit le territoire de la communauté comme un espace dépendant, par rapport à l'extérieur, et capable de se restructurer par lui-même [Billaud 2009].

5. L'équivalent d'une commune en France.

Tableau 1. Répartition, dans notre échantillon, des communautés et des foyers bénéficiaires d'un projet de développement agricole

	Projet d'agroécologie	Projet d'agriculture raisonnée	Aucun projet
Communautés	1 sur 9	6 sur 9	2 sur 9
Foyers	7 sur 50	35 sur 60	80

Tableau 2. Les projets d'agroécologie et d'agriculture raisonnée vus par leurs porteurs

	Projet d'agroécologie (ONG)	Projet d'agriculture raisonnée (municipe)
Pratiques agricoles préconisées	Aucun intrant chimique et génétiquement modifié Cultures traditionnelles	Réduction des intrants Cultures innovantes (fruits et légumes) et à forte valeur ajoutée Assolement avec cultures traditionnelles
Outils	Appui technique via des <i>ronda de conversa</i> et accompagnement des paysans vers une co-construction des savoirs et une plus grande autonomie Production réservée à l'autoconsommation, surplus réservé à la vente Techniques simples (apiculture, élevage de poules, citernes pour stocker l'eau de pluie, pisciculture) pour garantir leur maîtrise et leur appropriation par les paysans, diversification de la production Projet subventionné	Appui technique très important à toutes les étapes de la production pour soutenir l'intégration des paysans au marché et maîtriser le système de production Production pour la vente externe Techniques de pointe (système irrigué simple) pour garantir leur maîtrise et leur appropriation par les paysans Emprunt bancaire

Le discours des acteurs impliqués a été analysé à travers le prisme de l'utilité des outils, de la nature des objectifs recherchés et de la vision des agriculteurs. Il s'agissait de préciser la lecture qu'ils faisaient de ces projets et de percer les conditions de leur mise en place. Pour comparer les modes d'adhésion des agriculteurs aux outils proposés par les pouvoirs publics, nous avons adopté une démarche ethnographique afin d'identifier les pratiques agricoles et les logiques d'action.

Dans la suite de cet article, nous définirons, dans un premier temps, ces projets de développement agricole selon la perception qu'en ont leurs porteurs. Puis, nous porterons notre attention sur les modes d'adhésion des agriculteurs aux outils mis en place. Enfin, nous nous intéresserons aux logiques d'utilisation des produits phytosanitaires par les populations rurales afin d'apprécier l'efficacité des projets eu égard à cette question, telle qu'elle est perçue par les agriculteurs et telle qu'elle se présente en réalité.

### **Mise en place des projets : agroécologie et agriculture raisonnée**

#### **ÉLABORATION DES PROJETS :**

#### **CONDITION EXTERNE DE L'ADOPTION DES OUTILS**

Le terme « agroécologie » renvoie à des réalités diverses. Dans le cas considéré, la conception des membres de l'ONG est liée à une pensée de l'agriculture proche de l'agriculture biologique. En effet, les techniciens de l'ONG affichent leur attachement au modèle agro-écologique en se différenciant de ceux qui défendaient un modèle, selon eux, plus intensif et moins respectueux de l'environnement :

Ils [les anciens techniciens] avaient un autre point de vue alors que nous, c'est plus l'agroécologie.

Dans les plaquettes d'information de l'ONG, Stephen Gliessman [1990], théoricien des pratiques agricoles de l'agroécologie, est cité. Cet auteur prône le « zéro intrant chimique et génétiquement modifié » pour développer des activités respectueuses de l'environnement. Gliessman fait figure de référence pour ce qui est du mouvement agroécologique.

Au Brésil, ce mouvement émerge dans les années 1970 [Wezel, Bellon, Doré, Francis, Vallod et David 2009]. Il est soutenu par l'Église et les ONG qui dénoncent les effets sociaux de la modernisation agricole et encouragent les paysans à accéder à la souveraineté alimentaire. Le mouvement défend la participation des agriculteurs en valorisant les savoirs traditionnels dans la construction de pratiques durables pour renforcer leur autonomie. Les acteurs du programme Dom Helder Câmara au sein duquel agit l'ONG revendiquent leur filiation à ce mouvement basé sur la diffusion des pratiques agricoles durables. Ils mettent l'accent sur des idéaux sociaux, ce qui différencie leurs références d'un modèle de production agricole au sens strict.

Dans le projet porté par la mairie, l'appui à une agriculture raisonnée résulte d'une trajectoire complexe. Dans les années 1990, les travaux d'un anthropologue avec les communautés de la région mettent en évidence le souhait des agriculteurs de bénéficier d'un accompagnement technique dans la durée. L'arrivée d'un ingénieur sera, de ce point de vue, marquante. L'équipe du projet est



composée du maire, principal financeur, de l'ingénieur, de techniciens locaux, de leaders communautaires et d'agriculteurs. Au départ, la justification du projet est limitée : aider les agriculteurs à réaliser de petites plantations de fruits et légumes pour améliorer leur alimentation et générer un complément de rente. La grande sécheresse de 1998 conduit l'équipe à proposer une solution innovante : la réalisation de puits par les agriculteurs aidés des techniciens afin d'assurer un accès à l'eau suffisant pour développer des projets d'irrigation productifs, destinés à la vente.

L'ingénieur, gestionnaire du projet au cours des premières années, est un spécialiste d'horticulture. Il propose alors la mise en place de cultures horticoles irriguées et individuelles, inexistantes dans la vallée. Il soutient l'idée que le modèle agricole pertinent à développer est celui de l'agriculture raisonnée. Ce modèle repose sur un système de production performant sur le plan technique, durable sur les plans économique et environnemental. Selon l'ingénieur, la réussite du projet repose aussi sur la création d'une organisation collective des irriguants.

L'objectif de la mairie est, quant à lui, différent. Les élus souhaitent, d'une part, développer ces zones rurales en proposant un modèle de mise en valeur alternatif, innovant et performant, d'autre part, capitaliser politiquement sur ce projet en le médiatisant, avec l'espoir d'en retirer un soutien électoral. Ainsi les objectifs des acteurs concernés (élus locaux, techniciens, agriculteurs) sont hétérogènes et n'ont pas été clairement énoncés, partagés et acceptés par les parties.

#### LES OUTILS POUR DÉVELOPPER UN MODÈLE AGRICOLE

Plusieurs outils permettent l'organisation de la mise en œuvre des deux projets de développement agricole. Deux de ces outils sont intrinsèquement liés. Il s'agit de l'introduction de nouvelles techniques, incluant les objets et le savoir-faire, et de l'appui technique. La volonté de fournir une assistance technique de qualité, participative dans le cas de l'ONG, quotidienne dans le cas de la mairie, est revendiquée par les porteurs des projets. L'objectif est de proposer une alternative « locale » aux institutions publiques de vulgarisation et d'appui technique dont le rayon d'action s'est restreint progressivement depuis les années 1990<sup>6</sup> pour se résumer à des programmes d'aide publique aux plus démunis. Il s'agit donc de pallier l'absence de moyens pour pérenniser l'appui technique, surtout ressentie par les petits producteurs exclus des politiques de modernisation de l'agriculture familiale [Brandenburg 2008].

L'assistance technique proposée par l'ONG se veut novatrice par rapport aux interventions précédentes. Divers outils sont mis en place pour assurer la participation des agriculteurs, leur accompagnement et appuyer leur apprentissage des techniques et des objectifs du projet. Les réunions au cours desquelles sont explicités les projets sont appelées *ronda de conversa* (rondes de discussion) par les membres de l'ONG. Selon l'un d'eux, l'usage de cette expression permet de ne pas reproduire

6. OCDE, « Review of agricultural policies : Brazil », 2005.



un schéma unilatéral d'échange dans lequel le technicien parle et les habitants écoutent. Le discours des acteurs de l'ONG rencontrés est rythmé par leur volonté d'établir une dynamique de co-construction des savoirs afin de valoriser l'estime des agriculteurs par la prise en compte, dans le processus de formation, de leurs observations et de favoriser leur appropriation des outils des projets.

Toujours selon les membres de l'ONG, l'appui au modèle agroécologique passe aussi par l'introduction d'objets techniques simples, telles les « citernes productives » de stockage d'eau pour l'horticulture et les poulaillers, en vue d'appuyer des pratiques agricoles dites traditionnelles réalisées dans les arrières-cours des maisons. L'autonomie technique et financière des paysans est défendue à travers le renforcement des systèmes de production locaux diversifiés.

L'importance de l'appui technique était aussi une composante importante du projet Pingo d'Água. Les agriculteurs étaient demandeurs d'un accompagnement technique continu. Cet accompagnement n'était pas limité à une rencontre mensuelle : au contraire, il reposait sur une relation de proximité permanente entre techniciens-ingénieurs et agriculteurs. En effet, les techniciens assuraient la tenue de nombreuses réunions d'information au sein des communautés et travaillaient quotidiennement avec les agriculteurs. L'ingénieur présente cette relation avec l'agriculteur comme un « partenariat » : le technicien est à la disposition de l'agriculteur et, en contrepartie, ce dernier doit suivre ses conseils techniques, au risque de ne plus être assisté. Ainsi, certains choix

techniques jugés fondamentaux par les ingénieurs pour la durabilité du projet sont imposés aux agriculteurs. Par exemple, celui de ne recourir qu'à l'irrigation localisée est justifié par la recherche de la performance hydro-agricole, visible dans la quête de l'économie d'eau pour de meilleurs rendements horticoles. La construction de maisons de compostage est, elle, légitimée par la volonté des ingénieurs de conduire les agriculteurs à utiliser et contrôler leur fertilisation organique et minérale. Un enjeu de l'accompagnement technique est de fournir aux agriculteurs les moyens de maîtriser les différents rouages liés à l'achat des intrants et à la vente des produits, et de dépendre le moins possible d'intermédiaires économiques ou politiques. Dans la suite du projet, l'appui technique a pris la forme d'un accompagnement individualisé reposant sur des échanges quotidiens avec les agriculteurs et intégrant leurs demandes.

Ainsi, l'approche de l'assistance technique varie selon le projet. Dans le cas de l'ONG, elle est basée sur le principe de co-construction des savoirs. Alors que dans celui du projet Pingo d'Água, elle se traduit, d'abord, par une volonté affichée d'un transfert de connaissances, puis par un accompagnement.

Enfin, un autre outil rencontré dans les projets est celui de leur modalité de financement. À fonds perdus, le projet de l'ONG est totalement subventionné. Dans le cas du projet Pingo d'Água, un schéma classique de financement des paysans par l'emprunt bancaire a été mis en œuvre, et donc soumis aux règles d'octroi de crédit par la banque. Les techniciens accompagnaient les agriculteurs dans ce processus : de la demande de prêt

jusqu'à la commercialisation du produit, la mairie achetant parfois une partie des récoltes pour les groupes scolaires. Ainsi, la conception de l'autonomie des agriculteurs par rapport aux financeurs, donc l'État, est différente : proche de la philanthropie dans le cas de l'ONG, traduisant une volonté de responsabilisation dans le cas du municipale (tableau 2 p. 222).

#### DÉVOIEMENT ET REMODELAGE DES OUTILS PAR LES PORTEURS DE PROJET

Comme souvent dans les projets de développement, on peut observer un décalage entre les objectifs affichés, les actions et les outils choisis. Malgré la volonté de l'ONG de conduire un processus participatif à travers la formation de leaders, l'utilisation de la carte parlée<sup>7</sup>, ou encore à travers la fourniture d'un appui technique qui dépasse un simple transfert de technologies, ces initiatives relèvent surtout du discours. Plusieurs facteurs l'expliquent. L'ONG agit selon les modalités de financement des projets. Elle répond à des appels d'offre essentiellement publics pour l'implantation de projets à durée déterminée. Elle agit donc sous le poids de ses propres contraintes, notamment financières. De plus, les interventions sont élaborées en amont des agriculteurs, qui ne sont pas intégrés à leur conception. Enfin, le temps court d'implantation des projets favorise cette logique d'introduction : les techniciens ne passent que quelques jours par mois dans les communautés et changent régulièrement.

L'ensemble de ces facteurs construits à l'échelle nationale et locale induit une réalisation rapide et uniquement technique des

diagnostics des besoins des agriculteurs. Ils restent alors approximatifs. Ce décalage est illustré par les carences dans la formation des techniciens de l'ONG, non prévue dès le départ dans le projet. En pratique, les techniciens chargés de la formation des paysans à de nouvelles techniques doivent aussi gérer des aspects sociaux comme l'échange de savoirs et l'organisation interne, sans avoir reçu de formation aux enjeux normatifs et cognitifs. Ainsi, lors de la mise en œuvre du projet d'apiculture, le moment prévu d'apprentissage réciproque d'une technique devient celui du transfert de connaissances du technicien vers les agriculteurs.

Les difficultés de mise en œuvre d'actions décentralisées et participatives ne sont pas spécifiques du Brésil : on les retrouve dans d'autres pays tels que la France [Blatrix 2002], le Maroc ou la Tunisie [Romagny et Riaux 2007]. Ces quelques limites des procédures sont des conditions externes aux communautés, qui induisent le processus d'appropriation des outils par les agriculteurs. En effet, l'absence d'une dynamique de co-construction des savoirs et/ou la continuité d'une logique descendante ne leur donne pas l'opportunité de considérer leur rôle, dans les choix publics, autrement que comme celui de receveurs. Les expressions utilisées par les habitants pour parler des procédures d'introduction des projets de l'ONG montrent que la logique descendante perdure : « Ces projets arrivent » ; « Si jamais il y a un projet qui vient », etc.

7. La carte parlée est une forme de « cartographie participative » réalisée par les agriculteurs collectivement et utilisée à des fins pédagogiques par les membres de l'ONG.

De plus, ces limites révèlent un dévoiement des outils par les membres de l'ONG. Ainsi, les agriculteurs n'ont pas l'opportunité de s'approprier le modèle d'agroécologie, mais uniquement des outils.

Dans le cas du projet du municipale, un travail d'observation des pratiques des ingénieurs et techniciens n'a pu être réalisé, le projet étant déjà fini. Mais, au contraire des techniciens de l'ONG qui se sont appropriés les outils imposés à eux par des acteurs extérieurs, l'ingénieur en charge du projet Pingo d'Água a eu la possibilité de les modifier et de les choisir au cours du projet, selon une forme d'improvisation. L'appui technique, d'abord standardisé, est devenu adaptatif :

Certains demandaient une assistance technique quand d'autres souhaitaient être maîtres chez eux.

Ces changements ne correspondaient pas à la conception que certains élus locaux avaient du projet. En 2002, ils imposeront leur vision, éloignée du modèle d'agriculture raisonnée, ce qui conduira au départ de l'ingénieur.

Ainsi, l'adoption des outils par les porteurs de projet est différente dans les deux cas : dévoiement dans le cas de l'ONG ; improvisation puis instrumentalisation dans le cas du projet Pingo d'Água. Dès lors, les outils proposés aux agriculteurs ne reflètent ni un modèle agroécologique ni, dans une certaine mesure, un modèle d'agriculture raisonnée.

### **S'approprier les outils à défaut du modèle : les agriculteurs**

Les outils, une fois immergés dans les communautés, sont appropriés par les agriculteurs

sous la forme de rejet, d'adoption ou de remodelage. La majorité des agriculteurs rencontrés ont accepté les projets formulés par l'ONG en les adaptant à leurs attentes. L'exemple des « citernes productives » l'illustre. L'objectif des agriculteurs, affiché devant nous et réalisé, est de les utiliser pour un usage différent de celui qui est prévu. Les familles voient, dans les citernes, la possibilité d'augmenter leur capacité de stockage d'eau de pluie et de produire quelques légumes pour leur consommation et non pour l'exportation vers les marchés locaux. Il est à noter que d'autres projets ont été adoptés par les populations. C'est le cas d'un poulailler collectif dont l'adoption a correspondu un temps à l'objectif prévu par l'ONG : une gestion collective d'un élevage de poulets, pour une revente locale fournissant un petit gain mensuel aux familles participantes.

L'acceptation des projets de l'ONG s'ancre aussi dans des schèmes locaux d'assistanat. Les habitants se les approprient non pas parce qu'ils correspondent à leurs attentes mais parce qu'un refus de leur part peut engendrer des difficultés pour bénéficier d'un futur projet :

Il ne faut pas les refuser car ça met du temps après pour que ça revienne.

De plus, très peu de communautés du municipale bénéficient des projets de l'ONG. Or, pour les habitants, en bénéficier participe à la construction de leur visibilité sur la scène publique. Dans un contexte sociopolitique fortement marqué par le clientélisme, une bonne image permet aux habitants d'appartenir à des réseaux sociaux autres que ceux contrôlés par les élus locaux. Ils ont ainsi l'opportunité de maîtriser, voire de contourner, certains jeux

clientélistes et de se construire une certaine autonomie par rapport à des figures politiques locales. La majorité des habitants des deux communautés qui n'a pas accès aux projets aimerait en bénéficier. Leur position traduit leur perception de la nécessité d'une intervention extérieure pour l'amélioration de leur condition de vie.

Enfin, le rejet des projets a également été constaté. Certains agriculteurs les considèrent comme techniquement inefficaces. Un agriculteur dénonce une incohérence : la citerne productive ne contiendrait pas assez d'eau pour pérenniser une culture maraîchère durant toute la saison sèche, comme établi par les membres de l'ONG. D'autres refusent les nouveaux projets, comme cette habitante très impliquée dans la vie associative, qui déplore la multiplication des projets au cours d'une seule année :

Les projets arrivent pour ne pas naître.

Chaque projet nécessite un investissement en temps de la part des familles, qui doivent organiser leur journée en fonction de la traite, de la recherche du fourrage et des contraintes non agricoles qui les amènent à se déplacer en ville. Or, en une année, les habitants ont bénéficié de trois projets, illustration d'une planification de l'ONG déconnectée des réalités locales.

Dans le cas du projet Pingo d'Água, les ingénieurs ont imposé aux paysans l'utilisation d'un système d'irrigation « parfait techniquement », mettant en avant l'économie d'eau comme objectif majeur du fait de sa rareté dans cette zone semi-aride. Pour rembourser les emprunts contractés, les agriculteurs

devaient cultiver des cultures de rente comme le melon ou la tomate. Le contrôle des maladies dans l'agriculture raisonnée nécessitait le maintien, dans les rotations culturales, des cultures vivrières traditionnelles telles que le haricot ou le maïs. Pratiquement aucun agriculteur n'est resté dans ce modèle d'agriculture raisonnée.

Trois facteurs expliquent cet abandon. Le premier est d'ordre socioéconomique. Le modèle proposé nécessitait des investissements importants pour l'agriculture irriguée, avec le système d'irrigation, les intrants, la conduite culturale qui impliquaient une gestion entrepreneuriale. Tous les agriculteurs n'y étaient pas préparés car cette agriculture s'éloignait de leurs pratiques. Plusieurs d'entre eux se sont alors recentrés sur les cultures traditionnelles qu'ils maîtrisaient, comme les haricots ou le maïs, éprouvant de grandes difficultés à rembourser leurs emprunts.

Le deuxième facteur est social : il renvoie aux aspirations des agriculteurs. Certains d'entre eux, les éleveurs en particulier, ne souhaitaient pas devenir horticulteurs. Le projet étant la seule possibilité pour eux d'obtenir un crédit bancaire, ils y ont participé pour obtenir de l'argent qu'ils ont ensuite utilisé à d'autres fins, comme l'achat d'animaux ou d'une motocyclette, ou, encore, pour leurs loisirs.

Le troisième facteur est l'instrumentalisation du projet par les élus locaux. Ces derniers étaient intéressés essentiellement à ce que le projet tienne ses objectifs de croissance des surfaces irriguées et des productions. Ils ont amené les techniciens à intensifier les productions pour permettre une rapide capitalisation

du projet sur le plan politique. Cela s'inscrit bien dans un contexte régional marqué par des relations clientélistes structurantes et sans cesse renouvelées [Collard, Burte, Pinton, Jacobi et Jamin 2013]. Leur nature repose en partie sur des valeurs : certains techniciens et agriculteurs font confiance aux élus locaux et/ou cherchent à les satisfaire pour bénéficier de leur appui.

Ainsi, diverses formes d'appropriation du projet Pingo d'Água ont été observées, comme l'intensification du système de culture, avec l'abandon des rotations et la conversion au maraîchage intensif, l'hybridation de l'horticulture et de l'élevage, ou l'abandon total de l'horticulture pour développer des systèmes d'élevage intensif avec des cultures fourragères irriguées. Ainsi, les modes d'adoption des outils du projet oscillent de l'abandon au rejet ou à son remodelage. Mais le modèle initialement pensé de l'agriculture raisonnée n'a pas été approprié par les agriculteurs à cause de logiques économiques et de pratiques agricoles trop distantes des leurs et des jeux sociopolitiques. Aujourd'hui, le projet a transformé le paysage de la vallée, autrefois sec, maintenant verdoyant, et a profondément modifié les pratiques hydro-agricoles. Le succès de quelques irriguants est perçu comme un eldorado pour beaucoup de ceux qui n'ont pas eu accès aux prêts. Le projet a aussi induit une réelle dégradation environnementale liée tant à l'augmentation de pratiques intensives impliquant l'utilisation massive de produits phytosanitaires qu'à l'utilisation excessive des ressources en eau superficielle et souterraine pour l'irrigation (jusqu'à 95 % des pompages).

Les deux projets, s'ils mettent en œuvre des outils différents selon le modèle agricole qu'ils soutiennent, échouent dans leurs objectifs affichés et/ou prennent peu ou pas en compte les besoins et les contraintes locales. L'adoption des outils par les agriculteurs est hétérogène. Elle dépend de dynamiques internes variées (de nature économique ou liées à la capacité des acteurs) et de dynamiques externes (dévoiement des projets ou improvisation des outils par leurs porteurs). Ainsi, les mécanismes d'appropriation des outils par les agriculteurs sont indépendants du modèle agricole qu'ils traduisent dans la mesure où on ne leur donne pas la possibilité de les percevoir.

### **Efficacité des outils : l'usage des produits phytosanitaires**

Un objectif commun aux deux projets est celui de la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires. Actuellement, les pratiques agricoles familiales dans les communautés sont très consommatrices de ce type de produit. L'analyse des logiques des modes d'utilisation des produits phytosanitaires permet de caractériser la perception qu'ont les populations rurales de l'efficacité des projets qui leur sont destinés ainsi que certaines de leurs contraintes et de leurs besoins.

#### **LOGIQUE DE « STRATÉGIE » : CONSTRAINTES SOCIO-AGRONOMIQUES**

Dans les récits des habitants, l'utilisation des produits phytosanitaires a commencé à la suite de l'apparition de ravageurs sur les cultures de haricot puis de coton dans les années 1970.



L'usage des produits permettait de sécuriser l'alimentation familiale pour l'année entière en protégeant les cultures pour ne pas avoir à acheter des aliments de base (haricot et riz) à un prix élevé sur les marchés. D'abord ponctuel, cet usage est désormais régulier et répandu en milieu rural. Dans les systèmes d'agriculture familiale, la forte augmentation des produits phytosanitaires s'explique aussi par des considérations d'ordre agroéconomique : en particulier en termes de gain de temps et de flexibilité permis par ces produits et les désherbants dans un contexte de raréfaction de la main-d'œuvre. Pour les paysans peu insérés dans le marché, le temps gagné leur permet de cumuler plusieurs activités, agricoles ou non.

L'usage d'un désherbant total se justifie aussi par la recherche de productivité, comme l'explique un de nos interlocuteurs :

Sur une parcelle de 3 hectares, il [le propriétaire] paie deux *pulverizadores* [personnes qui pulvérisent les produits] [...], et elle est nettoyée en une journée. Là où il pourrait mettre dix personnes pour nettoyer la végétation à la houe [...], dix personnes qui n'arriveraient pas à couvrir les 3 hectares en deux jours. Les autres [*pulverizadores*], en deux jours, ils nettoient le champ en entier. Ce qui veut dire qu'au même prix qu'il [le propriétaire] va payer un *pulverizador*, il payait le prix de dix personnes.

Dès lors qu'un agriculteur adopte cette logique, il lui devient quasiment impossible d'en sortir car la réduction des doses de produits phytosanitaires conduit à une perte de production. C'est pourquoi plusieurs agriculteurs considèrent comme irréalisables les

projets d'agriculture durable. L'observation de projets dans la région dans lesquels sont abandonnés les pesticides montre bien qu'il faut environ deux ans pour retrouver un équilibre compatible avec un système de production agroécologique.

Ce cercle vicieux se retrouve dans l'approche de l'agriculture raisonnée, qui promet une insertion dans le marché [Malagodi et Quirino 2002]. Les paysans bénéficiaires du projet de la mairie revendent sur les marchés locaux pour garantir leurs investissements. Les produits de qualité inférieure, déformés, tachés, et ceux de qualité supérieure sont vendus à des prix et à des acheteurs différents [Teixeira, Amaral, Mayorga et Mayorga 2006]. Pour produire de beaux légumes, les producteurs peuvent être tentés d'augmenter la dose et la fréquence d'application des produits phytosanitaires. De plus, l'appui technique a été fortement réduit au cours du projet alors que les agriculteurs ne possédaient pas les connaissances nécessaires pour pérenniser, de manière autonome, des pratiques agricoles raisonnées. Cela a induit un déséquilibre du système de production par la suppression de l'assolement et le renforcement de l'utilisation des produits phytosanitaires.

Dans les deux projets, les agriculteurs qui n'utilisent pas ou utilisent peu de produits phytosanitaires sont très minoritaires. Ils en retirent une reconnaissance sociale des ruraux, qui privilégient l'achat de leurs produits, et de personnes extérieures à la communauté, qui les invitent à suivre des séminaires d'agroécologie dans des villes proches ou dans le sud du pays. Mais, majoritairement, que les

projets soient d'agroécologie ou d'agriculture raisonnée, ils ont échoué à changer les comportements dans le sens d'une réduction de l'usage des produits phytosanitaires. Les agriculteurs privilégient la sécurisation de leurs récoltes selon des stratégies de productivité ou de subsistance. La légitimation de l'usage des produits phytosanitaires s'explique par des contraintes socioéconomiques et techniques. Cet usage est facilité par les petits (re)vendeurs, qui, certes, oblitèrent les effets pervers des produits qu'ils assimilent à des « défenseurs de cultures » mais répondent, en outre, aux contraintes des paysans qui n'ont actuellement pas d'autre alternative.

#### SE PROTÉGER DES RISQUES SANITAIRES

Des effets indésirables sur la santé liés à l'utilisation excessive de produits phytosanitaires conduisent les agriculteurs à adopter des stratégies pour éviter d'être à leur contact. Dans les campagnes, ces produits sont appelés *veneno* (venin), à l'instar du tabac et de l'alcool. Un désherbant porte même le nom de *mata tudo* (qui tue toute la végétation). Par ces termes négatifs, les impacts environnementaux et sur la santé sont reconnus collectivement et ne sont pas restreints à des préoccupations agricoles et individuelles. On s'est alors intéressé au discours de plusieurs acteurs locaux (agriculteurs, médecins, techniciens) pour caractériser les effets d'une connaissance du risque sur les comportements des agriculteurs. Bien que le lien de causalité entre l'utilisation de produits phytosanitaires et les risques environnementaux et de santé publique ne soit pas démontré, les acteurs l'établissent dans leur discours.

D'un côté, les médecins évoquent le cas d'intoxications de bêtes liées à la pollution des cours d'eau ou à l'inhalation des vapeurs des produits. De l'autre, certains agriculteurs interprètent la réduction de fertilité des sols comme un effet des produits phytosanitaires. Les propos de l'un d'entre eux illustrent cette causalité et l'appropriation du discours des médecins pour la légitimer :

Même la terre forte, avec le *veneno*, elle s'affaiblit [...] Si tu utilises la terre deux, trois années, elle n'a plus la force de faire repartir les souches, et il ne reste que les souches sèches [...] Ce produit est un produit fort [...] parce qu'en plus d'affaiblir la terre il tue beaucoup les animaux. [...] Il est tellement fort que si tu le pulvérises sur une parcelle de fourrage proche de là où sont les animaux, si tu n'enlèves pas les animaux, avec l'air chargé de *veneno*, parfois les animaux tombent malade. Les vaches, les brebis [...], parfois elles tombent malade, le propriétaire ne le sait même pas [...] Et quand il va chez le vétérinaire, il découvre que c'est à cause du *veneno*.

D'autres effets des produits sont relatés par les agriculteurs : ils lient la disparition des abeilles à la présence du produit chimique dans le pollen ou ont vu le sol jonché d'animaux morts à la suite de pulvérisations.

Il est également difficile d'établir un lien direct entre des effets de santé formulés par les agriculteurs et la pratique de pulvérisation, mais ces derniers le font dans leur discours. Ils décrivent couramment des maux de tête ou de ventre, une douleur dans la trachée. Un de nos interlocuteurs raconte qu'il ôtait avec les dents le bouchon des bouteilles et qu'il se faisait régulièrement doucher par le produit



lorsqu'il pulvérisait des cultures plus hautes que lui. Pour limiter les risques d'exposition aux produits phytosanitaires, un agriculteur paie une tierce personne pour pulvériser sa parcelle. Il déplace alors le risque sur les producteurs les plus pauvres, qui se trouvent doublement exposés en travaillant dans le champ d'autrui et dans le leur.

L'impact supposé sur la santé humaine est transféré vers des catégories plus défavorisées des populations rurales. Le changement de comportement et des pratiques agricoles dans les deux projets ne s'est donc pas traduit par une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires. Si les habitants voient une utilité à cette réduction, celle de contourner les risques sanitaires et non de préserver l'environnement, les outils proposés pour y parvenir ne sont pas perçus comme efficaces.

### **Un autre modèle agricole : un « monde impossible » pour les agriculteurs**

Les outils choisis par les porteurs de projet n'ont pas eu les effets escomptés. Dans les deux cas, l'élaboration des projets réalisée en amont des agriculteurs et la mise en place des outils par des techniciens peu formés aux problématiques sociales représentent un frein au développement agricole souhaité par les acteurs externes aux communautés. Dans le cas du projet porté par l'ONG, ses membres dévoient les outils. Dans le cas du projet porté par le municipale, les outils peu flexibles et souvent distants des logiques traditionnelles (investissement, pratiques culturelles), l'ambiguïté des enjeux et les jeux de pouvoir ont facilité une instrumentalisation des outils par les élus

locaux. À chaque fois, les outils proposés n'illustraient pas, dans la pratique, un modèle agricole défini.

Le remodelage des outils par des acteurs extérieurs aux communautés est donc varié et induit différemment les logiques d'appropriation par les agriculteurs. Ces différentes logiques et celle du contournement des effets sanitaires liés aux produits chimiques ont permis d'identifier des blocages structureaux à l'adoption d'un autre modèle par les paysans. Actuellement, les porteurs de projet n'offrent aux paysans ni la possibilité de percevoir l'agroécologie ou l'agriculture raisonnée comme un « monde possible » ni les moyens matériels de l'adopter durablement comme modèle de production. En effet, il n'existe pas de cadre institutionnel pérenne de vulgarisation ou d'accompagnement pour soutenir, sur le terrain, les agriculteurs qui souhaiteraient adopter ces modèles. Le risque, pour eux, reste donc très élevé. De plus, certains agriculteurs ne perçoivent pas l'utilité de convertir leur modèle agricole, utilité qui n'est parfois pas réelle à court terme. C'est pourquoi ils ne se sentent pas tenus de participer à l'adoption d'un autre modèle agricole pour défendre une approche environnementale ou des idéaux sociaux mais se sentent plutôt tenus d'adapter légèrement leurs pratiques agricoles sans pour autant abandonner le modèle à changer.

Actuellement, les logiques paysannes restent invisibles ou niées dans les procédures de mise en œuvre des projets d'appui à l'agriculture familiale. Les agriculteurs semblent tenus de comprendre ce qui doit être fait pour leur développement, tels des acteurs passifs. Une dynamique de compréhension réciproque

[Jacobi, Tristão et Franco 2009] des acteurs concernés par ce type d'agriculture permettrait de repenser les rôles de chacun dans une perspective d'alternative à la crise agricole du Sertão.

Enfin, il est important de noter que les projets présentés ci-dessus sont une des illustrations de la dynamique en cours dans le monde rural du Sertão. Du côté de l'action publique,

des initiatives de plus en plus nombreuses émergent pour changer l'environnement institutionnel et économique, pour protéger l'agriculture familiale (par exemple, l'obligation, pour les cantines des écoles publiques, de se fournir en produits provenant de l'agriculture familiale). Pourtant, la question du modèle agricole à adopter pour soutenir l'agriculture familiale sur le long terme demeure entière.

## Bibliographie

**Alves, Eliseu, Elisio Contini et Étienne Hainzelin** — 2005, « Transformations de l'agriculture brésilienne et recherche agronomique », *Cahiers Agricultures* 14 (1) : 19-24.

**Balandier, Georges** — 1971, *Sens et puissance*. Paris, PUF.

**Billaud, Jean-Paul** — 2009, « La sociologie rurale et la question territoriale. De l'évitement à la réhabilitation », *Études rurales* 183 : 113-128.

**Blatrix, Cécile** — 2002, « Devoir débattre. Les effets de l'institutionnalisation de la participation sur les formes de l'action collective », *Politix* 15 (57) : 79-102.

**Brandenburg, Alfio** — 2008, « Mouvement agro-écologique au Brésil : trajectoire, contradictions et perspectives », *Natures Sciences Sociétés* 16 : 142-147.

**de Castro, Maria Goretti Gurgel Mota, Aldo Pacheco Ferreira et Inês Echenique Mattos** — 2011, « Uso de agrotóxicos em assentamentos de reforma agrária no município de Russas (Ceará, Brasil) : um estudo de caso », *Epidemiol. Serv. Saúde* (20) 2 : 245-254.

**Collard, Anne-Laure, Julien Burte, Florence Pinton, Pedro Roberto Jacobi et Jean-Yves Jamin** — 2013, « Accès à l'eau et clientélisme dans le Nordeste brésilien », *Natures Sciences Sociétés* 21 : 35-44.

**Duarte Damasceno Ferreira, Angela et Magda Zanoni** — 2001, « Une autre agriculture et la reconstruction de la ruralité », in M. Zanoni et H. Lamarche eds., *Agriculture et ruralité au Brésil. Un autre modèle de développement*. Paris, Karthala : 15-23.

**Dupré, Georges** — 1991, « Introduction », in G. Dupré ed., *Savoirs paysans et développement*. Paris, ORSTOM-IRD : 17-31.

**Gama, Allyne, Oliveira André et Cavalcante Rivelino** — 2013, « Inventário de agrotóxicos e risco de contaminação química dos recursos hídricos no semi-árido cearense », *Química Nova* 36 (3) : 462-467.

**Gliessman, Stephen** — 1990, « Agroecology. Researching the ecological basis for sustainable agriculture », *Ecological Studies Series* 78 : 3-10.

**Jacobi, Pedro Roberto, Martha Tristão et Maria Isabel Franco** — 2009, « A função social da educação ambiental nas praticas colaborativas. Participação e engajamento », *Cadernos Cede* 29 (77) : 63-79.

**Lascoumes, Pierre et Patrick Le Galès** — 2004, « Introduction : l'action publique saisie par ses instruments », in P. Lascoumes et P. Le Galès eds., *Gouverner par les instruments*. Paris, Presses de Sciences Po, « Académique » : 11-44.

**Malagodi, Edgard et Eliana Quirino** — 2002, « Mercado e consciência ambiental. Dilemas da agricultura familiar », in G. Duqué ed., *Agricultura familiar meio ambiente e desenvolvimento*. João Pessoa, Editora universitária UFPB : 75-90.

**Pinton, Florence** — 2009, « De la paysannerie française aux peuples de la forêt amazonienne », *Études rurales* 183 : 201-218.

**Romagny, Bruno et Jeanne Riaux** — 2007, « La gestion communautaire de l'eau agricole à l'épreuve des politiques participatives. Regards croisés Tunisie-Maroc », *Hydrological Sciences* (52) 6 : 1 179-1 196.

**Sabourin, Éric** — 2007, « Que política publica para a agricultura familiar no segundo governo Lula ? », *Sociedade e Estado* 22 (3) : 715-751.

**Schneider, Sergio** — 2003, « Teoria social, agricultura familiar e pluriatividade », *Revista brasileira de ciências sociais* 18 (51) : 99-121.

**Teixeira, Keuler Hissa, Jair do Amaral Filho, Ruben Dario Mayorga et Maria Irlas de Oliveira Mayorga** — 2006, « Território, cooperação e inovação. Um estudo sobre o arranjo produtivo Pingo d'Água », *Revista de Economia e Sociologia rural* 44 (3) : 573-594.

**Tonneau, Jean-Philippe, Joacir Rufino Aquino et Olivio Alberto Teixeira** — 2005, « Modernisation de l'agriculture familiale et exclusion. Le dilemme des politiques agricoles », *Cahiers Agricultures* 14 (1) : 30-35.

**Tonneau, Jean-Philippe et Éric Sabourin** — 2009, « Agriculture familiale et politiques publiques de développement territorial : le cas du Brésil de Lula », *Confins* 5. Consultable sur <http://confins.revues.org/5575>

**Tonneau, Jean-Philippe, Pablo Sidersky, Ludivine Eloy et Éric Sabourin** — 2010, « Dynamiques et enjeux des agricultures familiales au Brésil », *Géoconfluences (Le Brésil, ferme du monde ?)*. Consultable sur <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/le-bresil-ferme-du-monde>

**Tonneau, Jean-Philippe, Marc Piraux et Émilie Coudel** — 2011, « Quelles innovations territoriales dans des territoires marginalisés au Nordeste du Brésil ? », *Cahiers Agricultures* (20) 3 : 235-240.

**Turpin, Maria Elena** — 2009, « A alimentação escolar como fator de desenvolvimento local por meio do apoio dos agricultores familiares ». *Conferência sociedade brasileira de economia, administração e sociologia rural*. Porto Alegre, Brasil.

**Wezel, Alexander, Stéphane Bellon, Thierry Doré, Charles Francis, Dominique Vallois et Christophe David** — 2009, « Agroecology as a science, a movement and a practice », *Agron. Sustain. Dev.* 29 (4) : 503-515.

**Zanoni, Magda et Hugues Lamarche eds.** — 2001, *Agriculture et ruralité au Brésil. Un autre modèle de développement*. Paris, Karthala.

## Résumé

Anne-Laure Collard et Julien Burte, *La non-adhésion des agriculteurs du Sertão brésilien à la conversion de leur modèle agricole*

Fin des années 1990 : le Brésil adopte une politique agricole duale fondée sur l'appui à l'agrobusiness et à l'agriculture familiale. Dans ce contexte, l'un des principaux enjeux porte sur la définition d'un modèle agricole destiné à améliorer le soutien à une agriculture familiale longtemps niée par les politiques agricoles successives. Cet article participe à cette réflexion, toujours d'actualité, en discutant les difficultés d'accompagnement de la « modernisation » de ce type d'agriculture. Sur la base d'une démarche ethnographique et

## Abstract

Anne-Laure Collard and Julien Burte, *The non-adherence of farmers in the Sertão to the conversion of their agricultural model*

In the late 1990s, Brazil adopted a dual agricultural policy designed to promote both agribusiness and family farming. One of the main challenges in this area is the design of an agricultural model aimed at improving support to family farming – a form of agriculture largely overlooked by successive agricultural policies. The purpose of this paper is to contribute to our understanding of this issue by examining the challenges involved in promoting the “modernisation” of this type of agriculture. Using a comparative ethnographic approach,

comparatiste, les auteurs s'intéressent à la mise en place, dans neuf communautés du Sertão, d'outils matérialisant les deux projets de développement que sont l'agriculture raisonnée et l'agroécologie. L'appropriation de ces outils revêt diverses formes, allant du rejet au remodelage, selon que les acteurs considérés sont techniciens ou agriculteurs. Toutefois, dans les deux cas, on ne donne pas aux intéressés la possibilité de se saisir des modèles agricoles sur lesquels reposent les outils qu'on leur fournit.

**Mots clés**

Sertão (Brésil), agriculture familiale, modèles agricoles, outils, semi-aride

the paper examines the implementation of tools that embody two key development projects in nine communities of the Sertão: reasoned agriculture and agroecology. The appropriation of these tools takes different forms ranging from rejection to remodelling, depending on whether the actors involved are technicians or farmers. However, in both cases, those concerned are invariably denied the possibility of taking ownership of the agricultural models upon which the tools provided to them are based.

**Keywords**

Sertão (Brazil), family farming, agricultural models, tools, semi-arid



## *Comptes rendus*

